

Document

Les investisseurs toujours pas rassurés (06.09)

Le Monde – 05.09

Sur les marchés, on sait déjà depuis bien longtemps que le monde a réchappé - de peu sans doute - à la plus grave crise économique et financière de son histoire. Depuis le début de l'été, les investisseurs ne parlent d'ailleurs même plus de crise mais de reprise, justifiant ainsi les gains de 10 %, et même parfois de 15 %, des grands indices boursiers.

Mais les investisseurs ont encore une équation à plusieurs inconnues à résoudre : cette reprise sera-t-elle molle ? Très molle ? Très, très molle ? Pire, s'agira-t-il, comme le redoutent certains experts, d'une reprise "éruptive" ? Autrement dit, d'un sursaut vif mais bref de l'économie ? *"La crise de 1929 n'aura pas lieu, ça, c'est sûr. La situation s'améliore de jour en jour, mais on ne sait pas très bien quelle sera la force et quelle sera la tournure que prendra l'économie dans les prochains mois"*, atteste Philippe Waechter, responsable de la recherche chez Natixis Asset Management.

Ces incertitudes, partagées par la plupart des opérateurs, ont fait fléchir les indices boursiers entre le lundi 31 août et le vendredi 4 septembre : à Paris, le CAC 40 a perdu 2,56 %, à 3 598,76 points, tandis que le Footsie de Londres et le Nikkei de Tokyo ont reculé respectivement 0,36 % et 3,29 %. Même chose à New York, où le Dow Jones s'est érodé de 1,08 %.

Seul le marché chinois a su limiter les dégâts : la place de Shanghai a terminé la semaine sur une note stable, à + 0,3 %. Mais la comparaison est un peu biaisée : lundi, après le plongeon de 6,74 % du marché, le gendarme de la Bourse a lancé un appel *"au patriotisme des investisseurs"* pour que cesse la dégringolade des cours susceptible de ternir le soixantième anniversaire du Parti communiste, le 1^{er} octobre.

Les opérateurs en Europe ou aux Etats-Unis ayant une fibre patriotique certainement moins développée que celle des gérants chinois, la tendance à Wall Street, Paris, Londres ou Berlin, promet de rester plus volatile. Les premières victimes de ce contexte troublé sont les actions du secteur bancaire. *"A chaque fois que l'on s'interroge sur la robustesse de l'économie, on présage que les taux de défaut des crédits accordés aux ménages ou aux entreprises vont augmenter"*, explique Jean-Louis Mourier, analyste de la société de Bourse Aurel BGC.

Ces défaillances pouvant se transformer en pertes pour les établissements financiers, leurs actions fléchissent. Les cours de la banque américaine Citigroup, de la britannique Barclays ou de la française BNP ont ainsi respectivement reculé de 3 %, 4,93 % et 3,78 % sur la semaine. Les groupes de grande distribution, comme Carrefour ou Wal-Mart, tributaires de la consommation des ménages souffrent aussi de cette reprise hésitante, mais également de la progression ininterrompue du chômage de part et d'autre de l'Atlantique.

Le département du travail américain a indiqué, vendredi, que la première économie mondiale avait supprimé 216 000 emplois au mois d'août. Le taux de chômage atteint maintenant 9,7 % aux Etats-Unis. Du jamais-vu depuis l'année 1983. En Europe, la situation n'est guère plus réjouissante. En France, 2,6 millions de personnes sont sans emploi. Au deuxième trimestre, le taux de chômage, annoncé jeudi par l'Insee, a grimpé jusqu'à 9,1 %. Et les choses ne vont pas s'arranger tout de suite. Dominique Strauss-Kahn, le patron du Fonds monétaire international (FMI), a pointé, vendredi, le risque d'une *"reprise lente" et "sans emplois"*.

En Bourse, tout incite donc à la prudence. Pour les gérants, les opportunités sont d'autant plus réduites que même les valeurs dites "défensives", comme la pharmacie, sont sujettes à inquiétude. Les profits des laboratoires américains, tels Pfizer (déjà pénalisé par une amende de 2,3 milliards de dollars due à ses pratiques commerciales) ou Merck, pourraient en effet pâtir de la réforme de l'assurance-santé, voulue par Barack Obama.

A court terme, les investisseurs peuvent toutefois se réfugier vers les actions d'entreprises robustes. Ou, plus ponctuellement, sur les actions du secteur automobile. Notamment en France. La prolongation de la prime à la casse d'un an, annoncée vendredi par le gouvernement, devrait en effet soutenir les ventes des constructeurs.

Toutefois, s'il n'est pas interdit d'imaginer que les marchés boursiers progressent encore dans les mois à venir, les indices vont buter sur un plafond d'ici à la fin de l'année, estime François Chevallier, stratège chez Banca Leonardo. Lui voit ce maximum à 4 000 points pour le CAC 40. *"Cette reprise sera comme celle de 1994, elle durera un an, pas plus"*, explique-t-il.